

Bulletin FrancoPaix

Vol. 9, n° 1-2

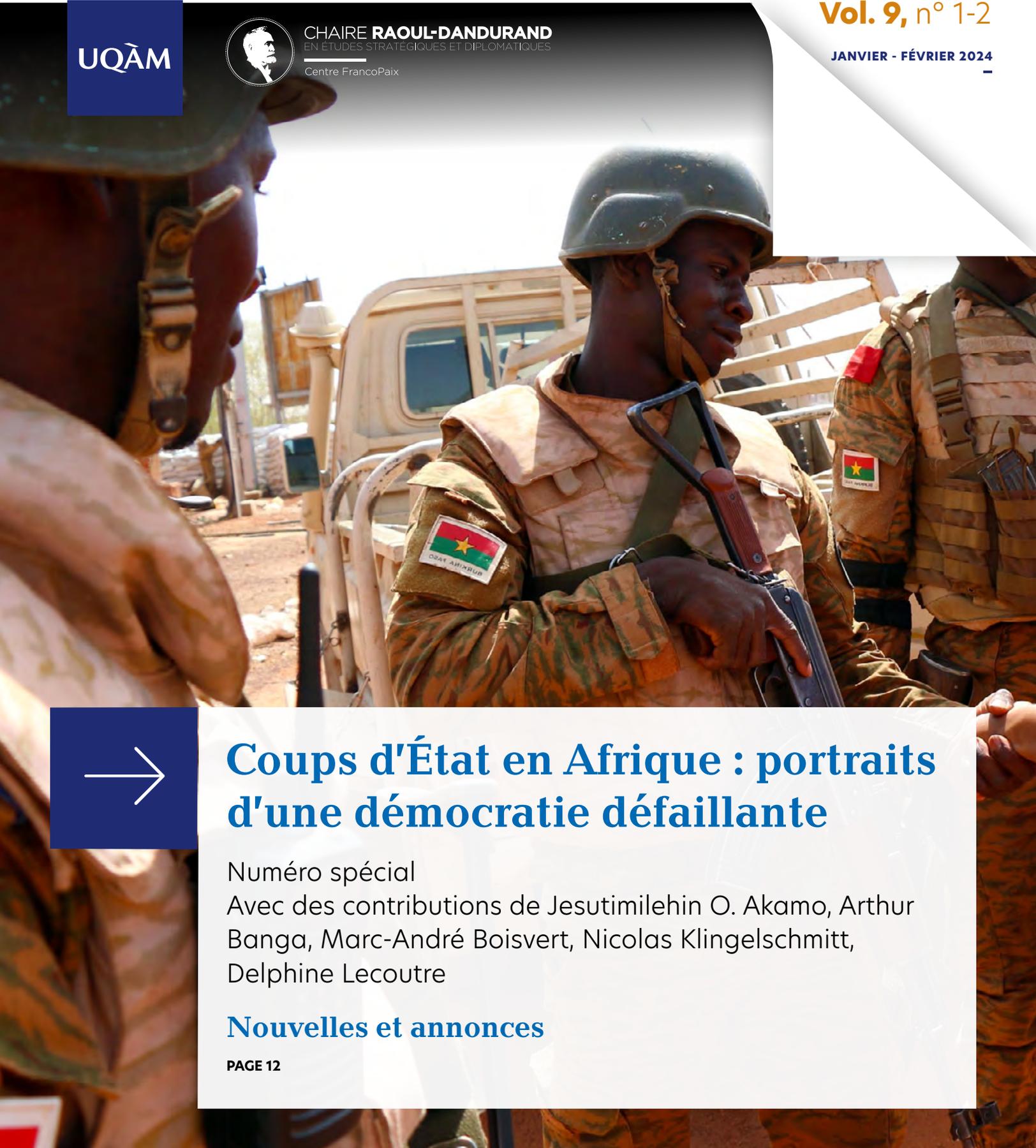
JANVIER - FÉVRIER 2024

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix



Coups d'État en Afrique : portraits d'une démocratie défailante

Numéro spécial

Avec des contributions de Jesutimilehin O. Akamo, Arthur Banga, Marc-André Boisvert, Nicolas Klingelschmitt, Delphine Lecoutre

Nouvelles et annonces

PAGE 12

Coups d'État en Afrique : portraits d'une démocratie défailante

Co-dirigé par Bruno Charbonneau, Nicolas Klingelschmitt et Marc-André Boisvert



SOMMAIRE

Résumé	Page 3
Nicolas Klingelschmitt	
Le coup d'État militaire et institutionnel au Gabon : échec et pat d'un « bon coup » ?	Page 4
Delphine Lecoutre	
La révolution ne sera pas militarisée	Page 6
Marc-André Boisvert	
Une crise de la démocratie en Afrique francophone	Page 8
Arthur Banga	
Expériences démocratiques et antidémocratiques en Afrique de l'Ouest	Page 10
Jesutimilehin O. Akamo	
Nouvelles et annonces	Page 12



Photo : Rencontre de coordination entre le Commandement américain pour l'Afrique et les forces armées burkinabè.
Crédits : United States Army African Task Force, 16 mai 2016.

Résumé

Par Nicolas Klingelschmitt

NICOLAS KLINGELSCMITT

Chercheur en résidence et
coordonnateur au Centre
FrancoPaix

klingschmitt.nicolas@uqam.ca

Depuis 2020, les États ouest-africains connaissent une vague de coups d'État d'un rythme sans précédent. Depuis la publication de notre Bulletin FrancoPaix double « [Coups d'État en Afrique : le retour de l'uniforme en politique](#) » en février 2022, la tendance se maintient.

En juillet 2023, une junte militaire pilotée par le général Abdourahmane Tchiani renverse le président élu Mohamed Bazoum au Niger. Le mois suivant, le commandant

de la garde républicaine gabonaise Brice Oligui Nguema met aux arrêts le président Ali Bongo Ondimba, dont la famille tenait les rênes du pays depuis 1967.

Ce dernier coup renverse-t-il néanmoins réellement l'échiquier politique gabonais au profit de la démocratie ou le régime a-t-il simplement changé de main ? Delphine Lecoutre signe un article détaillant les jeux de pouvoir en cours à Libreville depuis août.

Marc-André Boisvert élargit la question aux putschs sahéliens en dressant un état des lieux de la situation dans cette région. Ces événements ont-ils été synonymes de « révolutions » au profit de la sécurité et du bien-être socio-économique des populations ? Ou servent-ils plutôt les privilèges d'une caste au pouvoir sous un vernis populiste ?

La notion de démocratie elle-même apparaît-elle encore comme un idéal à atteindre pour les citoyens d'Afrique francophone ?

Arthur Banga expose les manifestations tangibles de ce que l'on doit qualifier de véritable « crise de la démocratie » dans cet espace, qu'il s'agisse de l'abstention élevée aux élections à Madagascar et en RDC ou du soutien populaire aux putschistes sahéliens. L'espoir réside néanmoins dans la capacité des mouvements citoyens à imposer de nouvelles idées démocratiques issues de la pratique endogène.

Ce constat de crise de la démocratie est partagé par Jesutimilehin O. Akamo, qui souligne le décalage entre les « valeurs démocratiques » vendues par les discours officiels et la réalité « anti-démocratique » des régimes en place. Ceux-ci sont régulièrement accusés de trucage d'élections et de manipulations constitutionnelles pour se maintenir au pouvoir sans pour autant être sanctionnés par les communautés économiques régionales ou l'Union africaine.



Photo : Réunion des ministres de l'Alliance des États du Sahel à Ouagadougou.
Crédits : Bureau de l'information et de la presse/MAECI, 15 février 2024.

Le coup d'État militaire et institutionnel au Gabon : échec et pat d'un « bon coup » ?

Par Delphine Lecoutre

DELPHINE LECOUTRE

Docteure, politologue africaniste au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (Paris), à l'Université Félix-Houphouët Boigny et à l'Institut français de gestion - Executive Education Afrique (Abidjan)



Le 30 août 2023 à Libreville à 4 h 30 du matin, soit 18 minutes après la déclaration officielle par le Centre gabonais des élections de la nouvelle victoire d'Ali Bongo Ondimba (ABO), un groupe de militaires mené par le général Brice Clothaire Oligui Nguema, chef de la garde présidentielle et ancien aide de camp d'Omar et d'Ali Bongo Ondimba, lance un coup d'État qui mettra fin à 56 ans de règne de la famille Bongo.

Cette victoire éclair du général Oligui et de ses comparses résulte d'une opération mûrement orchestrée, de manière cadencée et séquencée. Le *momentum* de ce coup d'État est le produit de la conjoncture de « forces alliées » à la fois internes (armée, peuple, société civile d'opposition avec la complicité active de membres ciblés du régime et d'une partie de l'opposition politique) et externes (diaspora d'opposition politiquement mobilisée). Ce sont elles qui ont inspiré et motivé les putschistes dans leur entreprise.

Le momentum du « bon coup d'État » correctif

Dès le départ, les militaires putschistes d'Oligui Nguema affirment avoir fomenté ce « bon coup »¹ pour rectifier la trajectoire d'un Gabon pris dans une crise aiguë de démocratie² et de « gouvernance irresponsable et imprévisible » depuis 2009³. Ils affirment vouloir stopper l'usurpation du pouvoir par le tandem Sylvia/Noureddin Bongo Valentin, respectivement épouse et fils du président Ali Bongo, qui régentait de fait le Gabon depuis son AVC en 2018. Ils soutiennent également vouloir mettre fin à la mauvaise gouvernance politique, économique et sociale de ce régime répressif et éviter une nouvelle crise postélectorale



« Le général Oligui joue la carte de la concentration et de la personnalisation du pouvoir en cumulant les postes de président de la transition, de président de la République, de ministre de la Défense et de ministre de l'Intérieur. »

¹ Marc-André Boisvert, Introduction au dossier « Coup d'État en Afrique : le retour de l'uniforme en politique », *Bulletin FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand/Université du Québec à Montréal, vol. 7, n°1-2, janvier-février 2022, pp.3-4.

² Raymond H. A. Carter, « Le continent africain : Une instabilité entretenue ? », *Revue Géostratégiques* (Paris), n° 60, mars 2023, pp. 205-224.

³ Déclaration lue dans la cour d'honneur de la présidence de la République du Gabon retransmise en direct sur la chaîne Gabon 1ère, Libreville, 30 août 2023. « Coup d'État au Gabon : la déclaration télévisée des militaires », *VOA Afrique*, 30 août 2023 (vidéo accessible sur YouTube).

ensanglantée qu'ils auraient été chargés de réprimer, à l'instar de celle de 2016⁴.

Voulant immédiatement être perçus comme ceux qui agissent pour remettre de l'ordre dans le pays, les putschistes prennent une série de décisions institutionnelles à effet immédiat :

- annulation des élections générales du 26 août 2023 aux résultats « tronqués » ;
- mise à l'écart du professeur Albert Ondo Ossa⁵, vainqueur présumé et candidat unique de l'opposition, qui est d'avis que « ce n'est pas un coup d'État, mais une révolution de palais pour renouveler le système Bongo-PDG à travers le général Oligui Nguema derrière lequel se trouve Pascaline Bongo »⁶ ;
- dissolution de la Cour constitutionnelle, de l'Assemblée nationale et du Sénat, et nominations de nouveaux membres et représentants ;
- mise à la retraite d'un président Ali Bongo, diminué physiquement ;
- arrestation de Noureddin Bongo, et de quelques-uns des proches

⁴ Delphine Lecoutre, « La mobilisation politique de la diaspora gabonaise d'opposition en France à l'épreuve de la crise postélectorale de 2016 au Gabon », Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), ministère des Armées de la République française et Institut français des relations internationales (IFRI), note n°12, mai 2020 ; Delphine Lecoutre, « La mobilisation politique transnationale pour une alternance démocratique au Gabon : opposition politique, société civile et diaspora (2009-2016) », *Bulletin FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand/Université du Québec à Montréal, vol. 5, n°7, pp. 2-10.

⁵ D'après le comptage fait par les observateurs de l'opposition lors du scrutin.

⁶ RFI, *Le grand invité Afrique*, 1er septembre 2023. Le parti démocratique gabonais (PDG) fut créé, en 1967, par le président Omar Bongo Ondimba, dont Pascaline est la fille aînée et ainsi la sœur d'Ali Bongo Ondimba.



collaborateurs de sa *Young Team*, et saisie de valises d'argent à leur domicile;

- arrestation de la première dame Sylvia Bongo Valentin et placement en résidence surveillée.

Les auteurs du coup d'État bénéficient alors du contexte de rejet quasi généralisé du régime d'ABO de la part de la population gabonaise et de la diaspora d'opposition. Dans leurs *lives*, sur les réseaux sociaux, durant leurs mobilisations postélectorales (2016-2022), celles-ci affirment : « Môme si le diable veut nous aider, nous sommes d'accord. Peu importe qui va venir nous sauver, on va partir ». Lors de la campagne électorale de 2023, elles expriment leur opposition avec le slogan « Tout sauf Ali, tout sauf les Bongos ».

Acclamé comme le Messie, le général Oligui joue la carte de la concentration et de la personnalisation du pouvoir en cumulant les postes de président de la transition, de président de la République ainsi que de ministre de la Défense et de l'Intérieur.



« La multiplication des nominations douteuses ou teintées de favoritisme, le « clientélisme XXL » et la concentration des pouvoirs aux mains du général Oligui Nguema ont commencé à désenchanter une partie de la jeunesse et de la diaspora. »

Une série de manœuvres tactiques pour légitimer le « bon coup »

Le premier pan de la stratégie d'Oligui consiste à se présenter à la fois comme un bon élève ainsi que comme le maître du contenu et du moment du retour à l'ordre constitutionnel. Son objectif est d'enclencher une période de transition *sine die*, laquelle « durera le temps que les Gabonais ont décidé qu'elle dure »⁷ – tactique communicationnelle de sa part oblige. Alors

⁷ Propos de Mme Laurence Ndong, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement gabonais, RFI, *Le grand invité Afrique*, 22 novembre 2023.

que l'Union africaine (UA) préconise une politique renforcée de la « tolérance zéro pour les coups d'État »⁸, Oligui Nguema adopte comme tactique de vendre, voire d'imposer, une formule magique de transition inclusive et acceptable dans le cadre d'un chronogramme clair⁹.

Il n'hésite pas non plus à culpabiliser la communauté internationale pour obtenir une levée des sanctions de l'UA et de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) dans les meilleurs délais¹⁰. Dès sa nomination à titre de président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) par ses pairs putschistes le 4 septembre 2023, le général Oligui Nguema dénonce les agissements de la communauté internationale. D'après lui, celle-ci a pour fâcheuse habitude de maintenir les régimes autoritaires en ne condamnant ni leurs agissements ni leurs tripatouillages constitutionnels et électoraux, tout en réprimant les coups d'État, comme le sien qui vise à y mettre fin¹¹. Armé de son *soft power*, il fait une tournée dans plusieurs pays africains (Rwanda, Congo-Brazzaville, RDC, Guinée équatoriale, Sénégal, etc.) avec le soutien de la France¹².

Grâce à sa tactique d'anticipation, il se lance dans un accaparement progressif du pouvoir afin de transformer sa trajectoire militaire en un essai politique gagnant à l'issue de la transition. Au passage, il va neutraliser ses potentiels adversaires pour les élections d'août 2025¹³ et certains élé-

⁸ Déclaration des chefs d'État de l'Union africaine sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement et le terrorisme, Sommet extraordinaire de Malabo, Guinée équatoriale, 28 mai 2022.

⁹ « Gabon : intégralité du chronogramme de la transition », *Gabon Media Time*, Libreville, 13 novembre 2023.

¹⁰ Communiqué de la 1172^e réunion du Conseil de paix et de sécurité « sur la situation en République gabonaise », Union africaine, 31 août 2023 ; Réunion en urgence des chefs d'État de la CEEAC par visioconférence, 2 septembre 2023 ; Sommet des chefs d'État de la CEEAC, Malabo, Guinée équatoriale, 4 septembre 2023.

¹¹ « Gabon : prestation de serment du président de la transition le 4 septembre 2023 », *Africa 24*, vidéo consultée sur YouTube.

¹² Pour autant, ni l'UA, ni la CEEAC n'ont encore levé leurs sanctions. La CEEAC a réaffirmé son maintien des sanctions lors du Sommet de Djibouti (Guinée équatoriale) le 15 décembre 2023 « malgré le caractère paisible et inclusif de la transition gabonaise ».

¹³ Par exemple, Alexandre Barro-Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité, candidat de l'opposition aux élections présidentielles de 2023, entré dans le gouvernement Ndong Sima II en qualité de vice-premier ministre chargé de la Planification le 17 janvier 2024.

ments gênants impliqués dans des conflits d'intérêts¹⁴.

« Mauvais coup » ou « coup redirectif » ?

Ce coup s'inscrit dans un contexte de relations civiles et militaires complexes où les avantages et intérêts des différents acteurs s'unissent, y compris ceux d'opérateurs économiques incontournables au Gabon¹⁵. La diaspora et la société civile gabonaise ont acquis le statut d'acteurs politiques à part entière en récupérant des postes d'envergure à l'occasion de la pléthore des nominations du CTRI. Cela s'inscrit dans la stratégie initiale des putschistes de partager le pouvoir en faisant appel à un maximum d'acteurs dans un contexte de zéro mort et de respect de la dignité des Gabonais.

Or la multiplication des nominations douteuses¹⁶ ou teintées de favoritisme¹⁷, le « clientélisme XXL » et la concentration des pouvoirs aux mains du général Oligui Nguema ont commencé à désenchanter une partie de la jeunesse et de la diaspora, notamment, et ont considérablement mis en doute la sincérité des putschistes¹⁸.

Au Gabon, on a ainsi assisté à une décapitation extrêmement ciblée du régime déchu puis au recyclage de ses membres et de l'opposition dans les sphères politico-administratives et économiques du pays. En somme, Oligui Nguema a substitué à son coup correctif initial un coup d'État redirectif avec une « omatisation » du régime de transition¹⁹, refermant ainsi la parenthèse ABO.

Cet article est un extrait synthétisé d'un ouvrage de l'auteure sur le Gabon à paraître en 2024.

¹⁴ Cas emblématique d'Hervé Patrick Opiangah, membre historique du Parti démocratique gabonais à la réputation sulfureuse, nommé ministre des Mines dans le gouvernement Ndong Sima I, mais remercié quelques jours après l'inauguration de sa holding de transport de minerais le 12 janvier 2024.

¹⁵ À titre d'exemple, Delta Synergie, Comilog ou encore Compagnie du Komo.

¹⁶ Voir celle d'Opiangah supra.

¹⁷ « CTRI : Les Gabonais ne sont pas vos enfants », vidéo publiée sur le compte Facebook de *L'œil de la NASA*, 24 janvier 2024.

¹⁸ « Crise de confiance au Gabon : les prédictions de Bertrand Zibi s'avèrent justes », *Magazine Super Star*, Libreville, 27 janvier 2024.

¹⁹ Retour vers une gouvernance à la façon « Omar Bongo ».

La révolution ne sera pas militarisée

Par Marc-André Boisvert

MARC-ANDRÉ BOISVERT

Docteur en science politique, chercheur associé au Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques



Derrière la récente vague de coups d'État dans le Sahel ouest-africain s'imposent la figure du soldat et son rôle au sein de l'État : celui qu'il s'assigne, celui par lequel il se justifie, celui qu'il endosse véritablement. La sociologie militaire a multiplié les analyses démontrant la complexité, et parfois la contradiction, entre ces différents éléments, alors que les militaires font souvent des coups pour préserver les avantages d'une classe, d'un groupe ethnique ou d'une élite militaire¹.

Comprendre la réelle portée des coups sur l'institution militaire et sa relation avec l'État reste difficile avec si peu de recul. Malgré tout, il importe de s'attarder aux discours des militaires. On peut regrouper les théories à ce sujet en deux catégories,

selon les valeurs des fomenteurs. D'un côté, il y a les coups « rectificatifs » provoqués par des militaires à l'éthique plus solide que celle des civils, soit celle du soldat aguerri et discipliné, capable de sauver le pays de la faillite morale et garant de la constitution². De l'autre, se trouvent les révolutionnaires, ceux qui souhaitent un grand bond en avant et qui se prétendent les héritiers des grands héros anticoloniaux qui rétabliront les inégalités historiques inscrites dans l'ordre étatique postindépendance³.

Pourtant, cette vague de coups ne correspond à aucune de ces deux catégories. Ce ne sont pas les valeurs de dévouement étatique ou révolutionnaire qu'ils exultent, mais bien la volonté de préserver les privilèges d'une clique, ce qui n'a rien de bien nouveau par rapport aux coups précédents⁴. Pour autant, les putschistes n'ont pas été capables d'apporter des réponses à la question dont ils sont les spécialistes : la sécurité.

² Albrecht, Holger. 2014. [The Myth of Coup-Proofing: Risk and Instances of Military Coups d'état in the Middle East and North Africa, 1950-2013](#). *Armed Forces & Society* 41 (4): 659-87. ; Böhmelt, Tobias, Abel Escribà-Folch, and Ulrich Pilster. 2018. [Pitfalls of Professionalism? Military Academies and Coup Risk](#). *Journal of Conflict Resolution* 63 (5): 1111-39. ; Finer, S. E. 1976. [The Man on Horseback: The Role of the Military in Politics](#). Peregrine Books. Harmondsworth: Penguin.

³ Koehler, Kevin, and Holger Albrecht. 2021. [Revolutions and the Military: Endgame Coups, Instability, and Prospects for Democracy](#). *Armed Forces & Society* 47 (1): 148-76.

⁴ Luttwak, Edward N. 1979. *Coup d'État: A Practical Handbook*. London: Woodwood House; McGowan, Patrick J. 2006. [Coups and Conflict in West Africa, 1955-2004: Part II, Empirical Findings](#). *Armed Forces & Society* 32 (2): 234-53.

De la révolution au populisme

Au Burkina Faso, au Niger et au Mali, les militaires ont tenté à la fois d'être rectificateurs et révolutionnaires. Au départ, ils annonçaient mettre fin à des régimes corrompus, incapables de lutter contre la menace terroriste. Puis, ils ont voulu se présenter comme des nationalistes, les pourfendeurs de la France anticolonialiste coupable de tous les maux du Sahel. Ils ont finalement demandé des partenariats gagnant-gagnant, tournant ainsi le dos à tous les donateurs traditionnels pour n'y gagner que la Russie. Pareillement, les juntes et leurs supporters ont cherché à présenter les administrations précédentes comme manipulées par la France (comme dans le cas du Président malien Ibrahim Boubakar Keita) ou encore comme étrangères (en témoignent les fausses rumeurs sur la nationalité libyenne ou malienne du Président nigérien Mohamed Bazoum). Les nouveaux chefs n'ont cependant jamais tenté d'imposer de nouvelles valeurs : rigueur budgétaire, réforme de la gouvernance, lutte contre la corruption, autosuffisance.

À plusieurs égards, ces juntes se sont avant tout révélées populistes. Au Burkina Faso, la réouverture de l'enquête judiciaire sur l'assassinat de Thomas Sankara — élevé par la junta au rang de « héros de la nation » — semble être une tentative de surfer sur la popularité d'une figure historique et de mettre à mal la classe politique qui a dirigé le pays depuis son assassinat en 1987,



plutôt qu'une stratégie pour raviver la ferveur révolutionnaire défendue par l'ancien putschiste, connu pour son mode de vie sobre. Les nouveaux putschistes rejoignent davantage la vision des militaires qui ont assassiné Sankara, limitant l'espace civique et limitant la liberté de presse. De même, le désir des trois juntes de refondre les règles démocratiques ou d'annoncer une nouvelle constitution s'inscrit avant tout dans une tentative de trouver un moyen de rester au pouvoir.

Le corporatisme à l'épreuve de la rationalité militaire

De prime abord, les putschistes ont avant tout défendu leurs intérêts personnels, mais aussi ceux de leurs réseaux et de leurs institutions. Au Niger, ils étaient sur la sellette, accusés par les autorités dégagées d'être mêlés dans des histoires de corruption. Fustiger les décisions militaires du gouvernement sortant n'est donc qu'une volte-face : les nouveaux chefs ont tous joué un rôle actif dans la conception et le déploiement de l'architecture sécuritaire (lire *s'y enrichir*). Il est difficile de ne pas y voir un corporatisme et le maintien d'un clientélisme. Dans les trois pays, un écosystème s'est créé autour de ces juntes qui se sont accaparé pouvoirs et ressources financières, entraînant d'énormes pressions sur les acteurs économiques.

Les juntes n'ont pas pour autant été de meilleurs gouvernants sécuritaires. Au

Mali, les putschistes à la tête du gouvernement de transition ont réussi à reconquérir Kidal qui était sous le contrôle des anciens rebelles depuis 2014. Ce geste, symbole fort, a permis de marquer des points politiques dans le sud du pays, mais surtout au sein des forces armées, pour qui en découdre avec les Touaregs est une obsession. Kidal a été une bataille politique décisive, sans marquer véritablement de points sécuritaires. Le nouveau partenariat avec la Russie a permis d'avoir de nouveaux avions et drones, mais aussi une force de frappe supérieure soutenue par les supplétifs de Wagner. Il s'agit cependant d'un petit gain sur une situation générale catastrophique.

»

« Les putschistes n'ont pas été capables d'apporter des réponses à la question dont ils sont les spécialistes : la sécurité. »

En effet, l'insécurité croît partout alors que les attaques des insurrections islamistes ont explosé en 2023 : l'ONG ACLED en dénombreait plus de 3 000, causant la mort de 11 643 personnes. Au Burkina Faso, malgré des mesures fortes, telles qu'accorder un statut légal à de milliers de miliciens volontaires, le nombre d'actes de violence et de morts a augmenté drastiquement depuis 2021, tout comme chez ses deux voisins. Les gouvernements militaires n'ont su lutter efficacement contre la violence dans les

pays où sévissent les menaces du groupe salafiste djihadiste JNIM et de l'État islamique. Ainsi, les putschistes n'amènent pas nécessairement de meilleures réponses aux défis sécuritaires, qui se révèlent complexes et qui dépassent un cadre strictement militaire. Mieux formés que leurs prédécesseurs galonnés, ils ne font cependant pas pire, mobilisant leurs troupes sur le front. Dans les trois cas, les putschistes ont tout de même réussi à raviver le moral des troupes, chacun à leur façon, malgré l'absence de succès stratégiques réels.

Pendant ce temps, les économies locales périclitent. Les Maliens doivent vivre avec moins de cinq heures d'électricité par jour. Les Nigériens sont toujours sous sanctions de la CEDEAO – entraînant une chute de la croissance estimée pour 2023 de 7.3% à 2.3%, selon la Banque Mondiale – alors que le pays a fait défaut sur le paiement de sa dette en juillet 2023. Les Burkinabè doivent désormais faire face à de graves problèmes budgétaires. Les régimes ont choisi de jouer le jeu de la communication politique et ont multiplié les coups d'éclat (annonce du retrait de la CEDEAO, prises de position anti-françaises, renforcement des relations avec la Russie) qui n'ont cependant pas permis, jusqu'à maintenant, de sauver leur État de la faillite.

La révolution, pour le moment, ne rapporte qu'à certains éléments de l'institution militaire.



Photo : Images de propagande d'un groupe djihadiste près de la base de Ménaka au Mali.
Crédits : Aharan Kotogo, Wikimedia Commons, 16 juillet 2021.

Une crise de la démocratie en Afrique francophone

Par Arthur Banga

ARTHUR BANGA

Docteur en histoire, enseignant-chercheur à l'Université Houphouët-Boigny, Abidjan



Il semble bien loin le début des années 1990, où la plupart des grandes villes d'Afrique francophone subissaient manifestations et courroux d'une population réclamant, à cor et à cri, la démocratie.¹ Lessivée par les partis uniques, asphyxiée par la crise économique et témoin des bouleversements mondiaux liés au vent de l'Est, la jeunesse fonde d'importants espoirs dans le projet démocratique. Elle arrive à l'imposer à ses dirigeants. Trente ans plus tard, le constat est amer : la démocratie n'est pas parvenue à se renforcer sur cet espace. Au contraire, les célébrations de putschs et les voix de plus en plus audibles la rejetant traduisent la crise de la démocratie en Afrique francophone.² Pourquoi sommes-nous passés de l'espoir dans le projet démocratique aux

doutes, voire à son rejet ? Comment sortir de la crise ?

Parmi les signaux alarmants sur l'état de la démocratie dans les pays francophones d'Afrique, le plus significatif est, sans doute, l'abstention élevée lors des scrutins. En novembre dernier, le taux de participation à la présidentielle malgache – contesté par l'opposition – était d'environ 40% alors qu'il atteignait 54% 5 ans plus tôt.³ Un mois plus tard, en RDC, il n'était que de 43,23 %.⁴ Il apparaît donc impossible de mobiliser un électeur sur deux même lors de présidentielles. Cet alarmant désintérêt de la chose politique traduit avant tout un sentiment de dépossession et d'impuissance, une fatigue et un désespoir. En guise d'exemple, les Ivoiriens, qui avaient espéré obtenir la paix grâce aux élections, se sont mobilisés en 2010. Le taux moyen de participation aux deux tours de la présidentielle avoisinait les 80%. L'élection a débouché sur la mort de 3000 personnes et le discrédit des institutions chargées de les organiser. Depuis lors, les taux de participation électorale peinent à franchir la barre des 50% en Côte d'Ivoire.

Au-delà du cas ivoirien, le sentiment que les élections n'apportent ni changement ni développement se diffuse à mesure que les potentats se maintiennent au pouvoir en feignant et manipulant la démocratie (phénomène des troisièmes mandats, transmission dynastique à coup d'élections, prolongation de mandats, etc.). Ce sentiment est amplifié alors que les rares opposants au régime échouent, une fois au pouvoir, à conforter la démocratie et le bien-être social. Par exemple, l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta a été accusé d'avoir truqué les élections législatives de 2020, de favoriser la corruption croissante et d'être incapable de ramener la sécurité. Cela a sapé sa légitimité personnelle et entamé la démocratie dans son pays.⁵

Les élections alimentent les tensions au point que certaines grandes villes se vident à leur approche. Les institutions responsables de les organiser, qu'elles soient « indépendantes » ou étatiques, cristallisent la suspicion et les mécontentements. La dernière élection en RDC l'illustre d'ailleurs très clairement : la neutralité de la Commission électorale nationale

¹ Alpha Blondy, « multipartisme » accessible sur [YouTube](#).

² L'influenceuse Nathalie Yamb, soutien décomplexé aux putschistes du Sahel, propose, par exemple, que ces pays passent 10 ans sans organiser d'élections.

³ *Jeune Afrique*, « [A Madagascar, au moins 60% d'abstention à la présidentielle](#) », 17 novembre 2023.

⁴ Gras Romain, « [Présidentielle en RDC : Félix Tshisekedi large vainqueur selon les résultats provisoires](#) », *Jeune Afrique*, 31 décembre 2023.

⁵ Mbulle-Nziege Leonard, « [Démocratie en Afrique : la multiplication des coups d'État ne signifie pas la fin de la démocratie](#) », 12 février 2022, *BBC Afrique*.



« Le constat est amer : la démocratie n'est pas parvenue à se renforcer sur cet espace. Au contraire, les célébrations de putschs, et les voix de plus en plus audibles la rejetant, traduisent la crise de la démocratie en Afrique francophone. »



indépendante a été fortement remise en cause par l'opposition. Les élections s'apparentent pratiquement à des pièces de théâtre où les rôles sont savamment repartis entre les partis au pouvoir, l'opposition et la communauté internationale pour obtenir le même (décevant) résultat.

”

« Le sentiment que les élections n'apportent ni changement ni développement se diffuse à mesure que les potentats se maintiennent au pouvoir en feignant et manipulant la démocratie (phénomène des troisièmes mandats, transmission dynastique à coup d'élections, prolongation de mandats, etc.). »

Plusieurs facteurs entravent la bonne marche de la démocratie dans l'espace francophone africain, dont le poids du

conservatisme. Les traditions muent certains leaders communautaires ou religieux en « grands électeurs » : leurs mots d'ordre sont ainsi systématiquement appliqués par une partie de la population. En outre, les structures traditionnelles et les mécanismes étatiques ne laissent qu'une place marginale aux femmes et aux jeunes. La pauvreté et le faible niveau de scolarité sont également des facteurs qui favorisent l'achat de vote et nuisent à la participation au processus électoral. Enfin, le passif des relations entre la France et ses anciennes colonies africaines ajoute une impression de « démocratie importée » au service d'un modèle et d'alliés occidentaux.

Fort heureusement, des enquêtes d'opinion confirment que la démocratie reste, malgré tout, le modèle de gouvernance préconisé par les Africains. Même les putschistes ne la remettent pas en cause ; les nouvelles constitutions au Mali et au Tchad lui font la part belle. Il en est de même pour l'arsenal

normatif des institutions panafricaines et sous-régionales.

En outre, les mouvements citoyens, bien qu'éprouvés par les putschistes et certains régimes civils, abondent en Afrique francophone. Les nobles combats et idées innovantes en faveur de la démocratie y foisonnent. Ces mouvements sont sans doute les leviers les plus efficaces dans ce combat pour la démocratie, à condition qu'ils soient formés, incubés et mis en réseau. Leurs actions disséminées renforceront au quotidien la culture démocratique en Afrique francophone, et ce, au-delà des seuls moments électoraux. La promotion de l'idéal démocratique doit pouvoir puiser dans les pratiques endogènes (la palabre, la représentativité et le contre-pouvoir) les ressources nécessaires pour se consolider sur le continent.



Photo : Mohamed Bazoum, président du Niger, en visite officielle au Bénin.
Crédits : Présidence du Bénin, 11 mai 2022.

Expériences démocratiques et antidémocratiques en Afrique de l'Ouest

Par Jesutimilehin O. Akamo

JESUTIMILEHIN O. AKAMO

Coordonnateur de l'unité
Recherche et analyse politique,
Programme Paix & Sécurité
Afrique,
Institute for Peace and Security
Studies (IPSS), Addis Abeba

j.akamo@ipss-addis.org



L'expérience pratique de la démocratie dans les pays d'Afrique de l'Ouest est contraire à ce que la démocratie promet d'être (en tant qu'idée). Cela a facilité l'acceptation et, au-delà, la popularité des coups d'État et des récits antidémocratiques qui se répandent aujourd'hui dans toute la région.

Vue d'ensemble du contexte politique

Les attentes des populations en matière de démocratie (conçue comme la convergence du développement, de la paix et du bien-être économique individuel) sont souvent déçues¹. Parallèlement, la régularité des processus électoraux portant au pouvoir les élus est souvent problématique, soulevant

¹ Basedau, M. (2023, September 28). Coups in Africa – Why They Happen, and What Can (Not) Be Done about Them. *Blog Joint Futures 5*. <https://www.megatrends-afrika.de/publikation/mta-joint-futures-05-coups-in-africa>.

des doutes et contestations quant à l'intégrité des résultats².

Par intérêt politique et manque de capacité, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) reconnaissent néanmoins les résultats de bon nombre de ces élections. À cela s'ajoute le manque de constance dans l'application des normes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance³ à la suite d'élections frauduleuses et de coups d'État⁴.

”

« Les putschistes (militaires) tirent désormais parti du désenchantement croissant à l'égard de la démocratie — sauf au Nigeria où il n'y a pas eu de coup d'État — pour gagner en popularité et en légitimité auprès de l'opinion publique. »

² IPSS (2023a). Political Responsibility or Expediency: Evolving Realities and the New Agenda for Peace. In: *NeTT4Peace, African Perspectives on The New Agenda for Peace, Policy Paper 1* (pp. 12-13).

³ Okechukwu, N. (2023, October 30). The fragility of the African governance agenda: A crisis of legitimacy. *ECDPM Briefing Note No. 171*. <https://ecdpm.org/work/fragility-african-governance-agenda-crisis-legitimacy>.

⁴ Akamo, J. O., & Ukeje, C. (2023). The Loophole in Chapter 8 Article 23 (D) and (E) of the ACDEG: Unconstitutional Changes of Government in Disguise? *IPSS Policy Brief*, 17(6), 1-22. <https://ipss-addis.org/wp-content/uploads/2023/12/Policy-Brief-Vol-17-6-Jesutimilehin-and-Charles.pdf>

Ce fut le cas des élections suivantes : Mali (mars 2020), Guinée (octobre 2020), Burkina Faso (novembre 2020), Niger (décembre 2020) et Nigeria (février 2023). Tous ces pays, à l'exception du Nigeria, ont connu une tentative de coup d'État dans les deux ans qui ont suivi leur scrutin. Même si le Nigeria a été épargné, le vainqueur des élections de février 2023 souffre d'une crise de légitimité notable, et il s'agit d'un important facteur de risque qu'ont en commun les pays qui ont subi une tentative de coup d'État. Les putschistes (militaires) tirent désormais parti du désenchantement croissant à l'égard de la démocratie pour gagner en popularité et en légitimité auprès de l'opinion publique.

Quelle démocratie ?

Pour qu'une démocratie prenne forme, il faut une interaction verticale et horizontale entre trois éléments clés : les institutions, des processus clairs et les élections⁵. Ces éléments agissent en symbiose, et le progrès ou la régression de l'un peut affecter les autres. Dans ce cadre, des normes de base consensuelles au sein de la classe politique ainsi que la confiance du public dans les institutions étatiques et leur fonctionnement sont essentielles⁶. Il ne suffit donc pas de se concentrer uniquement sur les élections. La lutte pour le pouvoir politique et économique est aujourd'hui devenue le principal moteur des élections. Cela

⁵ Schneider, V., & Eberlein, B. (2015). *Complex Democracy*. Springer.

⁶ Eliassi-Rad, T., Farrell, H., Garcia, D., Lewandowsky, S., Palacios, P., Ross, D., Sornette, D., Thébaud, K., & Wiesner, K. (2020). *What science can do for democracy : a complexity science approach*. *Humanities and Social Sciences Communications*, 7(1), 1-4.

signifie que la nécessité de disposer d'institutions fortes, capables d'organiser des scrutins libres et sans violence, a été, dans la pratique, reléguée au second plan.



« Les populations du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger ont activement exprimé leur soutien aux coups d'État lorsqu'ils ont eu lieu. »

Comme l'avancent Dalton et al.⁷, la manière dont le public perçoit et expérimente la démocratie (logique d'apprentissage) ne correspond pas à ce qu'il entend à son sujet à travers diverses initiatives de plaidoyers pour la démocratie (logique de diffusion). La logique de diffusion renvoie à la communication d'idéaux démocratiques, depuis un espace supposé démocratique dans ces pays, au moyen de différents vecteurs, dont les médias et le système éducatif. La logique d'apprentissage repose plutôt sur l'expérience pratique et le vécu. Cette logique est plus appropriée pour saisir ce que les citoyens du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger considèrent comme la «démocratie» : ce qu'ils comprennent comme la démocratie est définie par ce qu'ils ont vécu. Ainsi, leur soutien aux putschistes est un produit de leur

expérience de la démocratie⁸ et de ce qu'ils y associent⁹.

Les populations de ces États ont activement exprimé leur soutien aux putschs lorsqu'ils ont eu lieu. La démocratie telle qu'elle était mise en œuvre jusque-là dans leurs pays et leurs expériences pratiques avec celle-ci les ont conditionnées à soutenir des récits antidémocratiques allant jusqu'aux coups d'État. Cela fait désormais partie de ce qu'elles sont devenues (identité) et s'exprime par ce qu'elles veulent (intérêt) et ce qu'elles font (action) pour soutenir la junte (le nouveau système). Leurs actions vont alors probablement renforcer le développement d'un système qui ne tient pas compte des principes démocratiques de base en matière de gouvernance. C'est dans ce contexte que s'inscrit la réaction négative des populations de ces États à l'égard de l'UA et des communautés économiques régionales, en particulier la CEDEAO. En outre, la réaction des deux institutions révèle que la perception de la démocratie des citoyens a été omise de leur réponse face aux élections problématiques au fil des ans et à la vague de coups d'État qui s'en est suivie.

Conclusion

Dans un contexte d'affaiblissement général des institutions et des idéaux démocratiques, pointer vers les dangers et les risques d'un gouvernement putschiste

s'avère insuffisant pour affaiblir le soutien des populations aux coups d'État et aux récits antidémocratiques de même que pour promouvoir un retour à la gouvernance démocratique. L'UA et la CEDEAO auraient donc intérêt à revoir leur stratégie dans la région.

Les autres pays de la région, dont le contexte politique est similairement précaire, peuvent tirer des enseignements de l'expérience des États où les gouvernements ont été renversés. Dans cette perspective, leur appartenance à des organisations régionales, dont la légitimité est largement critiquée par la population, pourrait leur porter préjudice alors que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur retrait de la CEDEAO.

Enfin, les acteurs gouvernementaux et institutionnels doivent tenir compte des perceptions populaires de la démocratie dans la région ouest-africaine lorsqu'il est question d'établir : 1) une stratégie préventive dans les pays qui n'ont pas encore connu de coup d'État ; et 2) des moyens innovants pour redorer l'image de la démocratie, qui s'est largement dégradée au fil des ans dans l'imaginaire des populations.

Texte traduit par Nicolas Klingelschmitt.

⁷ Dalton, R. J., Doh Chull Shin, & Jou, W. (2007). Popular Conceptions of the Meaning of Democracy: Democratic Understanding in Unlikely Places. Center for the Study of Democracy.

⁸ Mahmoud, S., & Taifouri, M. (2023). [The Coups d'État of the Sahel Region : Domestic Causes and International Competition](#). Arab Centre Washington DC Policy Analysis.

⁹ IPSS (2023b). [Presidential Elections and Coups](#). Unajua.



Photo : Sommet extraordinaire de la CEDEAO à Abuja (Nigéria).
Crédits : Présidence du Bénin, 30 juillet 2023.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ L'équipe du Centre FrancoPaix

a le plaisir d'accueillir la professeure Nadège Compaoré à titre de membre associée et de membre du comité éditorial du Bulletin FrancoPaix !

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé

a organisé, avec le Réseau d'analyse stratégique, la conférence « Canada's Fight for Purpose » à l'Université Bishop le 2 février, à laquelle ont également participé Nicolas Hubert et Pauline Baudu. Elle a également organisé le « Quebec Model United Nations » le 2 février à l'Université Bishop's et le Canadian Undergraduate Security Conference le 10 février au Collège militaire royal du Canada à Kingston.

→ Nicolas Klingelschmitt

a donné une conférence intitulée « Analyse géopolitique des solutions institutionnelles panafricaines aux problèmes sécuritaires africains » dans le cadre du cours « Géographie du monde » au Collège Militaire Royal Saint-Jean le 13 février.

→ Adam Sandor

a co-écrit l'article « Briefing : How a Mutiny Became A(nother) Coup : The Politics of Counterinsurgency and International Military Partnerships in Niger » publié dans la revue *African Affairs* le 16 janvier 2024.

→ Bruno Charbonneau

a animé le panel « Regional Climate Security Impacts » et est intervenu sur celui intitulé « Climate and Security in a Changing World Order » à la Pacific Climate Security Conference and Career Development Workshop, un évènement organisé à l'Université de Victoria le 1er et 2 février.

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé et Nicolas Klingelschmitt

ont réalisé deux nouveaux épisodes du balado Au FrancParler :

- « Le narratif de l'aide internationale au Sahel » avec Florence Casam-Chenai
- « Accord Éthiopie-Somaliland et tensions dans la Corne de l'Afrique » avec Sonia Le Gouriellec

→ Sonia Le Gouriellec

signe le texte « L'Éthiopie et la Somalie pourraient-elles entrer en guerre ? » dans *La Presse* du 1er février. Elle a également publié un article sur le même thème dans *Vatican News* le 16 janvier et est intervenue à ce sujet sur RFI le 3 janvier.

→ Adib Bencherif

a publié l'article « Le Sahel en questionnements ou l'amorce d'une polycrise ? » dans les *Grands Dossiers de Diplomatie* n°77. Par ailleurs, le Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises de l'Université de Sherbrooke, qu'il dirige, organise le colloque « Les polycrises : perspectives sociales et scientifiques » le 22 mai 2024. La date limite pour soumettre une proposition est fixée au mercredi 28 février.

Pour consulter l'appel à communications

→ Pauline Baudu

a participé à un séminaire sur la dissuasion navale organisée par le US Naval War College dans le cadre de la Newport Arctic Scholars Initiative 2023-2024.

Pour voir quelques photos de l'évènement

→ Jonathan Sears

interviendra dans la conférence-débat « Gouvernance de l'Afrique » organisée par l'Université Saint-Boniface et le Conseil international du Canada dans le cadre du mois de l'histoire des Noirs le 28 février.



Photo : Réception des ministres de l'Alliance des États du Sahel par Ibrahim Traoré à Ouagadougou. Crédits : Présidence du Faso, 15 février 2024.

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, plus de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt

Docteur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

